

Envoyé en préfecture le 13/02/2017

Reçu en préfecture le 13/02/2017

Affiché le

ID : 056-200042174-20170207-DEL_201752-DE

Sommaire

Introduction.....	4
1. Le scenario retenu	6
Rappel des points clés du diagnostic.....	6
L'approche stratégique du PLH 2017-2022 de Lorient Agglomération.....	8
L'hypothèse de développement retenue	9
2. La territorialisation des objectifs du PLH.....	10
La carte des communes partageant les mêmes enjeux en matière d'habitat.	10
Les objectifs de production neuve	12
3. Les orientations du PLH 2017-2022.....	13
ORIENTATION 1 : Développer une offre d'habitat qui conjugue construction neuve et réhabilitation du parc ancien.....	13
ORIENTATION 2 : Promouvoir un habitat durable et solidaire	16
ORIENTATION 3 : Renforcer la gouvernance pour mener solidairement la politique de l'habitat	22

Introduction

Lorient Agglomération a été créée le 1^{er} janvier 2014, suite à la fusion de la Communauté d'Agglomération du Pays de Lorient et de la Communauté de Communes de la région de Plouay, du Scorff au Blavet.

L'intercommunalité regroupe désormais 25 communes : Brandérion, Bubry, Calan, Caudan, Cléguer, Gâvres, Gestel, Groix, Guidel, Hennebont, Inguiniel, Inzinzac-Lochrist, Lanester, Languidic, Lanvaudan, Larmor-Plage, Locmiquélic, Lorient, Ploemeur, Plouay, Pont-Scorff, Port-Louis, Quéven, Quistinic, Riantec.

Par délibération en date du 30 septembre 2014, Lorient Agglomération a lancé l'élaboration de son Programme Local de l'Habitat à l'échelle des 25 communes.

Le Programme Local de l'Habitat définit les grandes orientations de la politique communautaire de l'habitat en matière de développement et de réhabilitation de l'offre de logement. Ces orientations se fondent sur un diagnostic du marché de l'habitat et se déclinent dans un programme d'actions. Celui-ci établit les modalités techniques, financières, réglementaires et partenariales de réalisations des objectifs du Programme Local de l'Habitat ainsi que les modalités de leur évaluation, conformément aux dispositions des articles L. 302-1 à L. 302-4 du code de la construction et de l'habitat.

Il s'agit là du premier Programme Local de l'Habitat de la nouvelle intercommunalité. Néanmoins, celui-ci s'appuie sur les réflexions largement amorcées dans le PLH de l'ancienne Communauté d'Agglomération du Pays de Lorient et sur les réflexions menées actuellement dans le cadre de l'élaboration du Schéma de Cohérence Territoriale du Pays de Lorient.

Prenant en compte les enseignements du diagnostic (premier volet), le document d'orientations stratégiques constitue le deuxième volet du Programme Local de l'Habitat. Il met en lumière les grands enjeux du territoire et précise ainsi les axes d'interventions majeures qui vont guider la politique locale de l'habitat par le biais des orientations choisies.

Tout comme le diagnostic, l'élaboration de ce document s'est faite dans le cadre d'une démarche partenariale et partagée. Ainsi, diverses réunions ont été organisées :

- **Des comités de pilotage¹** validant le scénario retenu, la répartition des communes partageant les mêmes enjeux en matière d'habitat et les orientations du PLH (novembre 2016, 9 décembre 2015).
- **Un comité technique²** composé des personnes morales associées a permis un retour plus fin sur le diagnostic et de repérer les enjeux majeurs pour le territoire (14 octobre 2015)
- **Des réunions de travail avec les maires et les élus** sur des thématiques spécifiques : répartition territoriale de la production neuve, analyse des projets habitat des communes, répartition

¹Composition du comité de pilotage : Vices présidents, conseillers délégués et maires

²Composition du comité techniques : EPCI, Etat, CR, CD, associations (associations de défense des locataires, association d'insertion par le logement, conseil de développement, ADIL, Agence locale de l'énergie...), organismes publics (ANAH, EPF, CAF...), des professionnels du logement (organismes d'HLM, lotisseurs, promoteurs, architectes, notaires...), des acteurs économiques (CAPEB, FFB, CMA...).

et seuil des logements locatifs sociaux, objectifs de densité et nouvelles formes d'habitat (décembre 2015 à février 2016).

- **Des rencontres thématiques et un séminaire** organisés avec les partenaires « habitat ».

Au-delà des aspects réglementaires imposés par les textes de loi, les orientations expriment le souhait des élus tout d'abord de répondre aux attentes des habitants en matière de logement, au premier plan de leurs préoccupations avec l'emploi. Le logement est en effet un des éléments de qualité de vie et d'épanouissement personnel mais peut parfois être facteur d'inégalités criantes voire de ségrégation sociale. Le PLH offre l'opportunité de conjuguer l'amélioration du pouvoir d'achat des ménages, de contribuer à la transition énergétique, de s'inscrire dans un schéma d'aménagement durable du territoire et de développer l'activité économique dans le secteur du bâtiment.

La politique de l'habitat répond ainsi à un triple enjeu : humain, environnemental et économique. C'est pourquoi les élus ont choisi de déployer une politique de l'habitat ambitieuse et volontariste, à la hauteur des enjeux mis en évidence par le diagnostic et partagés par l'ensemble des partenaires.

1. Le scénario retenu

Rappel des points clés du diagnostic

Un diagnostic a été établi et validé en comité de pilotage PLH le 6 novembre 2015. Un document retrace le fonctionnement des marchés du logement et la situation de l'hébergement, analyse les différents segments de l'offre de logement et évalue les résultats et les effets des politiques de l'habitat précédentes.

De ce travail, des points clés se dégagent :

Depuis le diagnostic du précédent PLH (2012-2017), des tendances lourdes se poursuivent mais le territoire fait également face à une nouvelle donne.

En effet, des éléments structurels demeurent :

- Une croissance démographique faible (+0,14%/an) liée au solde migratoire. Celui-ci s'avère largement excédentaire dans les communes de deuxième et troisième couronne.
- La diminution de la taille des ménages se poursuit (2,1) et la population vieillit en particulier sur le littoral. Ainsi le desserrement des ménages représente un poids prédominant dans les besoins en logement à satisfaire.
- Une segmentation des vocations d'accueil : de plus en plus de personnes seules sont présentes dans le cœur d'agglomération tandis que les familles ont tendance à s'installer en deuxième couronne et des personnes âgées sur le littoral.
- Une difficile adéquation entre l'offre de logement et les moyens financiers des ménages : peu de ménages sont en capacité d'acheter un logement au prix du marché local (en particulier dans le neuf).
- Une tendance à la paupérisation des demandeurs et des nouveaux entrants dans le parc locatif social : 3/4 ont des revenus < à 60 % du plafond HLM.

Par ailleurs, le contexte a évolué. Il est observé :

- Un affaiblissement de la production neuve depuis 2010, notamment des logements individuels avec toutefois un maintien des logements réalisés en collectif. Le bilan des trois premières années du PLH 2012-2017 indique en moyenne 885 logements neufs par an sur l'ancien périmètre (19 communes) et 961 logements par an sur le nouveau périmètre (25 communes).
- Une production soutenue par le secteur du logement social qui va dans le sens d'une meilleure répartition des logements sociaux sur le territoire. Les logements sociaux représentent 30% de la production neuve.
- Un nouveau contexte immobilier : les signes d'un marché immobilier local plus détendu, en faveur des acheteurs.

- La politique de Lorient Agglomération en matière de consommation foncière a été rejointe par les préoccupations des ménages qui sont prêts à faire des concessions sur la taille des terrains pour rester à proximité du cœur d'agglomération (50 % des terrains viabilisés font moins de 390 m²).
- Le parc existant monte en puissance : il s'avère attractif (localisation, surface, prix) mais nécessite des points de vigilance (51 % du parc date d'avant 1975, 58 % est classé très énergivore, 328 copropriétés ont été identifiées comme fragiles).

Par ailleurs, les six communes ayant rejoint l'agglomération affichent un profil plus rural avec des spécificités à prendre en compte (attractivité, problématique sur le parc existant : vacance > 9 %, parc ancien important...).

Les résultats du diagnostic soulèvent ainsi des enjeux auxquels les objectifs de la politique locale de l'habitat de Lorient Agglomération doivent répondre :

- viser la reprise démographique à la fois pour conserver l'attractivité du territoire de l'agglomération mais aussi pour fidéliser sur le long terme des ménages ;
- soutenir l'attractivité du parc ancien ;
- renforcer et équilibrer la production neuve ;
- disposer d'un parc de logements durables ;
- compléter la gamme de logements à destination des ménages les plus en difficulté.

L'approche stratégique du PLH 2017-2022 de Lorient Agglomération

L'élaboration du PLH est réalisée concomitamment avec celle du SCoT du Pays de Lorient. L'objectif d'approbation de ce dernier est fixé à fin 2017, pour un projet de territoire 2017-2037. Le PLH de Lorient Agglomération doit être compatible avec le SCoT approuvé en 2006, mais doit également anticiper sur le contenu du nouveau SCoT en contribuant à la mise en œuvre et à l'atteinte de ses objectifs.

Les principaux axes du SCoT en cours d'élaboration sont l'attractivité et le développement du territoire, la valorisation des centralités et de la proximité, et la recherche d'équilibre dans le développement entre les composantes faisant la diversité du territoire, dans le respect de leurs identités. Ces axes de développement s'inscrivent dans un cadre législatif incitant les collectivités à réduire leur consommation foncière, à réduire leurs consommations énergétiques et leurs émissions de gaz à effet de serre. Par ailleurs, le territoire souhaite conserver ses acquis en matière de préservation de la trame verte et bleue.

Le SCoT envisage une croissance démographique de +30 000 habitants d'ici 2037, soit +0,50% par an, nécessitant, compte-tenu de l'évolution de la taille des ménages, 25 600 nouveaux logements. Ces 25 600 logements se réaliseront en partie en renouvellement urbain, en partie en extension urbaine. Ces dernières, accueilleront à la fois des logements, des équipements, des services, des commerces, des voiries. Pour répondre aux objectifs de limitation de la consommation d'espace, ces extensions devront être inférieures à 1000 ha sur 20 ans. Des objectifs de densité ou « intensification urbaine » y seront fixés. Le SCoT fixera également des objectifs de répartition de la production neuve entre les espaces déjà urbanisés et les extensions urbaines. Par ailleurs, au-delà des opérations de renouvellement urbain, des objectifs d'intervention sur le bâti existant (rénovation) devraient permettre de maintenir l'attractivité du parc existant, et ainsi des centralités, face à la concurrence de l'offre neuve.

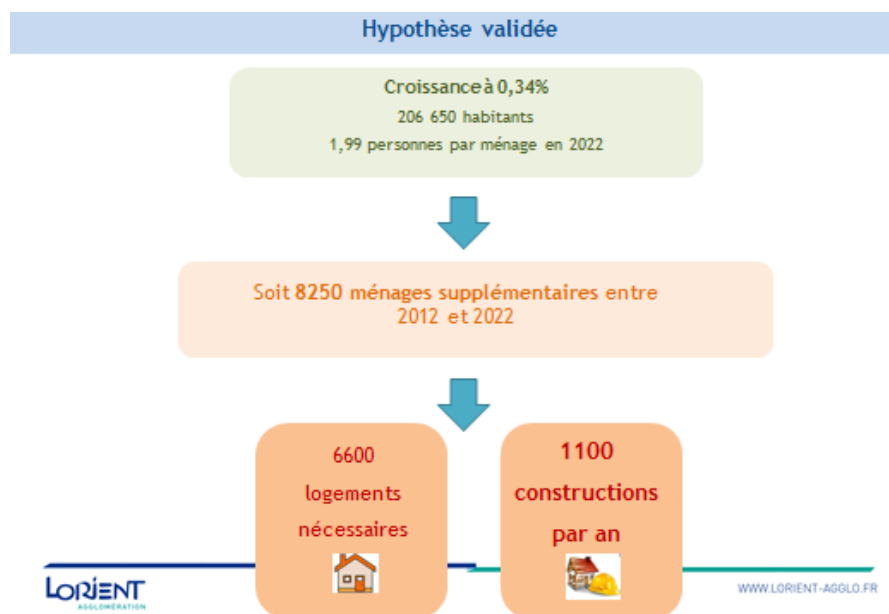
La contribution du PLH à l'atteinte de ces objectifs est importante. En effet, il fixe pour une période de 6 ans les objectifs de réalisation de logements sur 25 des 30 communes du SCoT et fixe des objectifs de densité de logements à l'hectare à chaque commune, dans les centralités et dans les extensions urbaines. Ces objectifs doivent permettre de répondre aux prescriptions du SCoT en matière de limitation de la consommation d'espace, d'assurer les conditions de réalisation des logements nécessaires à l'accueil de population, de maintien de l'attractivité du parc existant.

L'hypothèse de développement retenue

L'hypothèse retenue a été élaborée en tenant compte des tendances et des évolutions actuelles du territoire : croissance démographique, taille des ménages sur la période 2007-2012.

Ainsi, l'hypothèse choisie vise comme objectif une croissance démographique plus forte et une amélioration de l'attractivité de l'offre pour les familles avec enfants.

Pour cela, le PLH prévoit un rythme de croissance de 0,34% par an permettant d'atteindre 206 650 habitants en 2022. Cette ambition vise également à limiter le desserrement des ménages en proposant une offre neuve diversifiée en termes de typologie des logements, de densité, de formes urbaines, de prix de vente afin d'accueillir et de retenir les jeunes familles sur le territoire. La diversification de l'offre doit également permettre d'assurer un parcours résidentiel complet aux ménages à l'échelle de l'agglomération.



Le choix de cette hypothèse implique un rythme de construction neuve de 1100 logements par an soit 6600 logements durant la durée du PLH.

Toutefois, les échanges ont conduit à identifier la réhabilitation du parc ancien comme un enjeu fort à prendre en compte. Il s'avère donc important de ne pas dépasser ce seuil de construction neuve, au risque d'accroître la concurrence entre neuf et ancien qui pourrait fragiliser le parc ancien.

Le développement de l'offre de logements neufs doit aussi être pensé dans l'optique d'une meilleure maîtrise de la consommation foncière. Le développement doit privilégier les secteurs à enjeux afin de limiter les constructions dans le diffus.

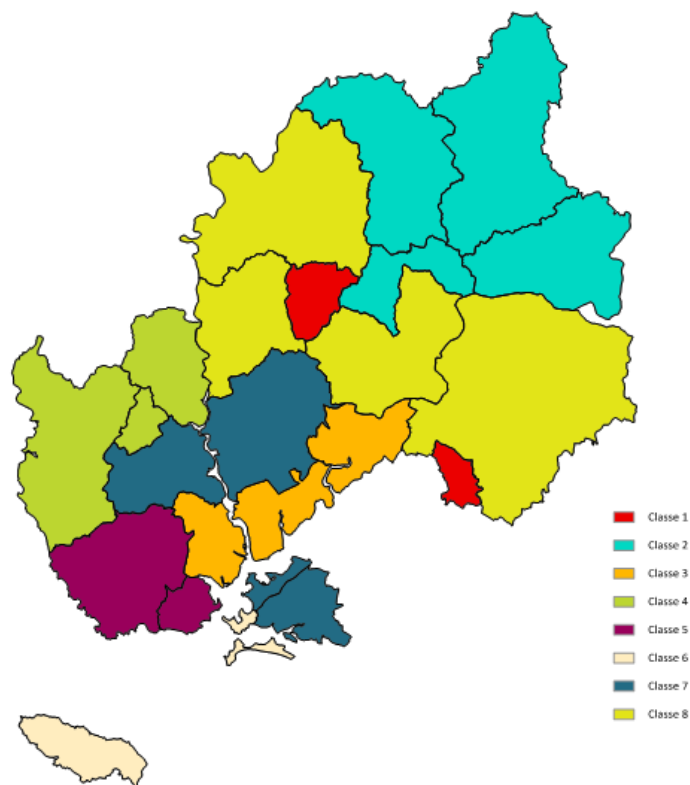
Cet objectif global doit trouver une mise en œuvre adaptée à la diversité des territoires composant l'agglomération conformément au découpage décrit ci-après.

2. La territorialisation des objectifs du PLH

La carte des communes partageant les mêmes enjeux en matière d'habitat.

Au-delà des aspects légaux demandant aujourd'hui une territorialisation des objectifs du PLH (loi MLE), il s'agit de proposer une répartition des communes par classes afin de dégager des enjeux spécifiques territorialisés répondant aux constats et problématiques identifiés dans le diagnostic.

Cette répartition des communes a été réalisée à partir d'une liste d'indicateurs démographiques et socio-économiques (croissance, structure de la population, revenu disponible) et de situation du parc de logement (dynamique, statuts d'occupation) pour identifier les problématiques communes en matière d'offre de logement et de dynamiques démographiques.



Traitement statistique (CAH) et cartographie : AudéLor - août 2015
Carte réalisée avec Cartes & Données - © Artique

	Communes	Caractéristiques	Propositions d'enjeux
Classe 1	Brandérion et Calan	Territoires à forte dynamique démographique et urbaine, accueil de familles, population jeune, desserte routière	Poursuite raisonnée du développement urbain et maîtrise de l'étalement urbain Phasage des opérations pour une bonne intégration des ménages
Classe 2	Bubry, Inguiniel, Lanvaudan et Quistinic	revenus modestes, forte part de propriétaires occupants, logements anciens énergivores, vacance élevée	Intervenir sur le parc ancien Production de logements sociaux adaptée à la réalité de la demande communale Réalisation d'un référentiel foncier
Classe 3	Hennebont, Lanester et Lorient	Pôles de centralité et pôle urbain de l'agglomération, Important parc locatif social, logements collectifs, offre locative privée, logements économes en énergie, petits ménages, revenus modestes, solde naturel positif	Favoriser l'accession à coût abordable pour les jeunes ménages Réhabilitation du parc social Renouvellement urbain Intervention sur les copropriétés
Classe 4	Gestel, Guidel et Pont-Scorff	Dynamique de production de logements et de croissance urbaine, familles, jeunes, faible vacance, bon niveau de revenus	Continuer à accroître la mixité sociale Poursuivre l'intervention sur le parc existant dans les centralités
Classe 5	Larmor-Plage et Ploemeur	Vieillesse, revenus élevés, peu de familles, faible dynamique démographique, proximité du pôle urbain	Faciliter l'accession des ménages primo-accédants Continuer de développer l'offre de logements sociaux à proximité des centralités et des dessertes en TC
Classe 6	Gâvres, Groix et Port-Louis	Population vieillissante, personnes seules et couples sans enfant, parc de résidences secondaire important, parc ancien et énergivore, revenus modestes	Reconquête du parc ancien Développement des logements sociaux et de l'accession sociale à la propriété Optimisation de la ressource foncière (référentiel foncier)
Classe 7	Caudan, Locmiquélic, Quéven et Riantec	Dynamique démographique modérée, croissance urbaine modérée, proximité du pôle urbain, offre locative privée, offre locative sociale à accroître	Continuer à accroître la mixité sociale et production de LLS Poursuivre les efforts de densification et le travail sur les formes urbaines Soutenir l'accession des jeunes ménages
Classe 8	Cléguer, Inzinzac-Lochrist, Languidic et Plouay	Dynamique démographique modérée, croissance urbaine, grands ménages, revenus moyens, spécificité de Plouay, pôle de centralité Nord	Maintenir l'attractivité du parc ancien Mettre l'accent sur la production neuve et la mixité dans les centres-bourgs Contribution du parc privé (conventionnement) à l'atteinte des objectifs en LLS

Les objectifs de production neuve

Quelques points de vigilance sont à prendre en compte pour déterminer les objectifs de production de logements neufs sur Lorient Agglomération :

- la concurrence des logements neufs avec le parc ancien (parc privé et parc social) ;
- la concurrence des programmes à l'intérieur des communes et entre les communes ;
- un foncier disponible limité qui exige densité ;
- une exigence de mixité sociale pour répondre aux besoins de tous les habitants.

D'où la nécessité de ne pas dépasser le seuil des 6600 logements produits sur 6 ans. Ce PLH a pour ambition de doser plus finement la production neuve et la réhabilitation du parc ancien pour répondre aux besoins des ménages. Ce PLH affiche la volonté de ne pas être qu'un « PLH de la construction » évitant le risque que le nombre de logements neufs soit supérieur aux besoins et concourent ainsi à vider le parc ancien.

Commune	Durée PLH	
	Lgts	Lgts/an
Classe 1		
Brandérion	14	2
Calan	57	9
Classe 2		
Bubry	85	14
Inguiniel	79	13
Lanvaudan	44	7
Quistinic	57	9
Classe 3		
Hennebont	484	81
Lorient	1221	203
La nester	563	94
Classe 4		
Gestel	34	6
Guidel	848	141
Pont-Scorff	226	38
Classe 5		
Larmor-Plage	283	47
Ploemeur	509	85
Classe 6		
Gâvres	28	5
Groix	57	9
Port-Louis	83	14
Classe 7		
Caudan	308	51
Locmiquélic	163	27
Quéven	351	58
Riantec	382	64
Classe 8		
Cléguer	103	17
Inezzac-Lochrist	283	47
Languidic	198	33
Plouay	141	24
LA	6600	1100

3. Les orientations du PLH 2017-2022

ORIENTATION 1 : Développer une offre d'habitat qui conjugue construction neuve et réhabilitation du parc ancien

Le PLH se donne comme objectif d'assurer le développement d'une offre de logements diversifiée pour répondre aux besoins de la population en place et inciter de nouveaux ménages à s'installer le territoire.

L'accroissement d'une offre neuve, notamment dans la perspective d'une prolongation de l'effort de construction de logements sociaux, et un marché de l'accession détendu, risque de renforcer la concurrence avec l'offre dans l'ancien. De plus, cela risquerait d'accroître la déqualification et la vacance des logements les plus fragiles du parc ancien (logements énergivores, copropriétés en difficulté...).

C'est pourquoi cette orientation vise à équilibrer l'offre de logements entre constructions neuves et logements anciens rénovés : l'enjeu étant d'offrir une meilleure complémentarité entre ces marchés.

Objectif 1 : Produire un volume de 6600 logements sur les 6 ans du PLH correspondant aux ambitions démographiques du territoire

Cet objectif de production suit une stratégie de recherche d'attractivité et d'accueil de population.

Le volume de logements à produire et leur répartition territoriale se sont appuyés sur l'évaluation avec les communes des capacités de mobilisation foncière et de lancement d'opérations dans les 6 années à venir.

Il a été proposé de phaser la production annuelle de logements pour chacune des 25 communes du territoire afin de s'adapter à la demande et aux réalités économiques.

Il convient de rappeler qu'au vu de l'importance donnée par les élus aux actions sur le parc ancien, ce seuil de 6600 logements ne doit pas être dépassé.

Objectif 2 : Réhabiliter le parc ancien et lui redonner de l'attractivité (parc social, EHPAD, logements privés, copropriétés...)

Le parc existant qui constitue l'essentiel de l'offre de logements doit bénéficier d'une attention particulière. La réhabilitation du parc ancien est apparue au fil des discussions comme un enjeu majeur : d'une part pour que celui-ci ne se dévalorise pas par rapport à l'offre neuve, et d'autre part, pour qu'il puisse remplir son rôle d'accueil du plus grand nombre de ménages en complémentarité avec l'offre nouvelle.

L'adaptation et la réhabilitation du parc ancien ont pour autres atouts de limiter la production neuve et la consommation foncière tout en valorisant les centres villes et centres bourgs

Il s'agira tout d'abord de conforter l'amélioration thermique du parc. L'investissement nécessaire pour isoler les logements privés est souvent trop élevé pour beaucoup de ménages et le gain énergétique ne permet pas un retour sur investissement suffisamment rapide. L'incitation de la collectivité doit permettre la réalisation des travaux dans de bonnes conditions pour les rendre pleinement efficaces. Par ailleurs, il s'agira d'accompagner l'adaptation des logements au vieillissement de la population et aux personnes handicapées afin de favoriser leur maintien à domicile.

Lorient Agglomération a engagé une politique d'amélioration de l'habitat depuis plusieurs années

et soutenu financièrement de nombreux projets que ce soit dans le parc privé ou le parc social. Ces actions sont amenées à se poursuivre et à se renforcer. Cela se concrétisera notamment par :

- la poursuite des actions en faveur de la réhabilitation et de l'adaptation des logements privés des propriétaires occupants à travers notamment des dispositifs de type OPAH (opération programmée de l'amélioration de l'habitat) ou PIG (Programme Intérêt Général) : accompagnement financier, administratif et technique des ménages éligibles. Plus globalement, tous les habitants du territoire seront aidés et informés sur les dispositifs en faveur de la réhabilitation auprès des partenaires de l'espace Info Habitat, plateforme de rénovation de l'habitat du territoire.
- des interventions sur le parc social ancien pour éviter un décrochage de celui-ci face à une concurrence accrue du fait de la production nouvelle. Ce secteur est globalement de qualité satisfaisante grâce à une mobilisation des bailleurs. La collectivité continuera d'accompagner les réhabilitations lourdes et notamment énergétiques ainsi que la démolition des logements les plus obsolètes.
- une attention particulière sera portée à la situation des copropriétés notamment en mettant en place des actions préventives visant à désamorcer la « spirale de dégradation » dans laquelle elles peuvent se retrouver.
- Une réflexion à entreprendre sur la requalification des pavillons anciens notamment dans certains lotissements vieillissants.
- Le soutien à la réhabilitation des places en structure : EHPAD, logements-foyers notamment.

Objectif 3 : Reconquérir une partie du parc existant vacant

Le développement de l'offre passe aussi par la « reconquête » des logements sous-occupés d'une part, et la remise sur le marché des logements vacants. En particulier, lorsque ces logements sont situés en centre-ville ou centre-bourg pour lesquels la requalification des logements représente un véritable enjeu de dynamisation et d'attractivité.

Dans ce cadre, il s'agit pour Lorient agglomération de manifester une veille sur le parc existant et sa capacité à répondre à des besoins de ménages, en particulier familiaux sur les secteurs les plus urbanisés et à faible potentiel foncier mais également dans les centres-bourgs plus ruraux. Notamment ceux des communes venant d'intégrer la nouvelle intercommunalité.

Objectif 4 : Favoriser l'accueil et le maintien des familles sur le territoire

Il s'agit de développer une offre de logement destinée aux familles afin que Lorient Agglomération conserve une dynamique démographique positive. L'objectif est de permettre le développement de cette offre qui se caractérise par une prise en compte multifactorielles notamment :

- la typologie ;
- la proximité des services et/ou des transports en commun : dans la mesure où il s'agit d'être dans une logique de développement durable, il faut permettre aux familles d'avoir un accès simplifié « à la ville » ;
- des logements adaptés aux moyens financiers des familles ;

Par ailleurs, il s'agit de travailler sur l'évolution de la conception des logements (terrasses, rangements, jardins privatifs...) mais aussi sur leur environnement (espaces publics, services, transports...) afin de proposer des formes urbaines

attractives comme alternative à des départs en dehors de l'agglomération.

Objectif 5 : Poursuivre la production de logements abordables en adéquation avec le budget des ménages modestes

L'objectif est de poursuivre le développement d'une offre abordable sur le territoire. Il s'agit de proposer une offre en accession à coût maîtrisé veillant à ne pas placer des ménages accédants dans une situation difficile.

Il convient également de favoriser la primo accession abordable dans le parc existant mais en accompagnant les ménages qui doivent souvent faire face à des travaux de mise aux normes et d'amélioration thermique qu'ils n'avaient pas anticipés.

Le dispositif complémentaire au Prêt à taux zéro national, le « Prim' access », qui vise en particulier les jeunes primo-accédants avec un plafond de revenu pour l'achat dans le neuf comme dans l'ancien a fait ses preuves et est donc à maintenir.

D'autre part, il s'agit de favoriser les montages en PSLA (Prêt Social Location-Accession), produit qui permet entre autre aux ménages plus modestes d'accéder à la propriété notamment grâce à une TVA réduite. Néanmoins, le recentrage de ce produit doit s'opérer notamment sur le cœur de l'agglomération et dans les communes de première couronne, sa pertinente dans les secteurs plus éloignés n'étant pas avérée.

Lorient Agglomération continue à émettre des réserves concernant la vente HLM sauf s'il est reconnu que ces ventes contribuent à la mixité sociale des quartiers et si un encadrement technique et financier des acquéreurs est mis en œuvre. Sur sollicitation d'un bailleur social, la vente ne serait possible que si l'organisme s'engage à restituer à très court terme l'offre locative sociale sur la commune dans les proportions suivantes : 1 logement vendu = 2 logements PLUS/PLAIO construits (sauf pour les ventes réalisées dans les quartiers ANRU où la restitution de l'offre sera de un pour un).

Lorient Agglomération mènera une politique foncière offensive permettant de limiter la charge foncière dans les opérations, notamment sur les sites à enjeux (qualité de desserte, recomposition urbaine, friche...), et de produire une offre de logements à coût maîtrisé.

Au-delà des questions de financements et de politiques foncières, l'offre abordable doit se traduire par des charges allégées pour les occupants. Lorient Agglomération continuera à être vigilant à cet aspect. Pour cela, des aides à l'ingénierie de montage d'opération permettront aux communes de formuler des exigences réalisables et opérationnelles.

Objectif 6 : Offrir une diversité de logements qui correspondent aux attentes, aux parcours résidentiels et aux nouveaux modes de vie

Lorient Agglomération devra encourager la production de logements permettant :

- à chacun de se loger à toutes les étapes du parcours résidentiel : décohabitation, vie en couple, familles, séparation, familles recomposées, veuvage... Il convient donc d'offrir une diversité de logements au sein du territoire et dans chaque commune tout en veillant à ce que ces offres soient davantage complémentaires que concurrentielles. Il s'agira de varier les typologies, les financements, les localisations afin de répondre aux attentes des ménages et de correspondre à leur solvabilité.
- de répondre voire d'anticiper les évolutions des ménages et des modes de vie (logements modulables dans le temps, réversibilité des produits, implantation de la maison de manière à ce que la parcelle soit divisible plus tard...).

Pour cela, l'objectif est de produire une offre diversifiée qui réponde au mieux aux nouveaux usages et nouveaux besoins d'aujourd'hui et de demain.

ORIENTATION 2 : Promouvoir un habitat durable et solidaire

Le PLH s'inscrit dans la dynamique initiée au niveau national à travers différentes lois (loi SRU, lois Grenelle, loi Alur...) et se donne pour objectif de promouvoir à travers cette orientation un habitat durable et solidaire.

Le PLH ne doit pas être conçu comme un simple outil de programmation en matière d'habitat, il s'agit dans ce cadre de préserver les ressources mais aussi de maintenir et de développer une offre de logement qualitative et répondant aux besoins de tous (des plus aisés aux plus vulnérables et ce à tous les âges) et dans un souci d'équilibre social de l'habitat sur le territoire.

Objectif 7 : Favoriser les formes urbaines économes en foncier en adaptant les objectifs de densité aux spécificités locales

La réflexion de Lorient agglomération en terme de densité s'inscrit dans une absolue nécessité de sobriété foncière inscrite tant dans les textes législatifs (lois Grenelle, Alur...) que dans les politiques plus locales (agenda 21, charte pour une gestion économe du foncier en Bretagne...).

La recherche de densité est nécessaire pour limiter la consommation foncière et être en compatibilité avec le potentiel foncier identifié dans le SCOT : consommer au grand maximum 300 hectares sur les 6 années du PLH.

Les différents rencontres organisées dans le cadre du diagnostic ont permis de mettre en évidence que le PLH devait être plus souple et mieux s'adapter aux réalités communales. Ainsi, il a été proposé d'adapter la densité minimale selon la situation (centres-bourgs, terrains en extension urbaine) et en fonction des communes urbaines, périurbaines ou rurales et de leur desserte.

Ces objectifs de densité sont traduits dans le tableau ci-dessous :

	centre bourg *	extension urbaine
Classe 1		
Brandérion	30	25
Calan	22	25
Classe 2		
Bubry	35	17
Inguiniel	20	17
Lanvaudan	25	17
Quistinic	30	17
Classe 3		
Hennebont	100	35
Lanester	100	40
Lorient	140	40
Classe 4		
Gestel	50	35
Guidel	80	35
Pont-Scorff	45	25
Classe 5		
Larmor-plage	80	35
Ploemeur	80	35
Classe 6		
Gâvres	60	35
Groix	80	30
Port-Louis	65	35
Classe 7		
Caudan	50	35
Locmiquélic	65	35
Quéven	50	35
Riantec	65	35
Classe 8		
Cléguer	35	25
Inzinzac-Lochrist	50	25
Languidic	40	25
Plouay	60	25

Deux types d'objectifs ont été fixés :

- Des objectifs en centre-bourgs calqués sur la densité actuelle contactée.
- Des objectifs de densités en extension urbaine (ce qui correspond aux zones AU des PLU). Ils s'échelonnent ainsi de 20 à 40 logements à l'hectare.

Ces ratios pourront être confortés grâce à une étude qui permettra d'établir un objectif spécifique sur chaque opération, en fonction :

- du tissu environnant existant, en particulier lorsqu'il est porteur d'une qualité urbaine avérée ;
- des contraintes réglementaires (ex loi littoral) ;
- des projets en cours ou prévus à proximité du site : restructuration de centre-ville, création d'espace publics et tout autre contexte permettant des ruptures avec la densité existante ;
- de la proximité existante ou future d'infrastructures significatives de transports en communs (sillon TCSP ou gare/halte SNCF), ces contextes devant induire des recherches d'optimisation des densités urbaines

Dans les STECAL, c'est le projet qui guidera l'objectif de densité.

Il est proposé également de pouvoir moduler de la densité à l'intérieur des communes à travers les OAP en extension d'urbanisation. Par exemple : la moyenne pondérée de la densité des OAP ne pourra être inférieure à la densité inscrite dans le PLH et aucune des OAP ne pourra avoir une densité inférieure à un certain nombre de logements à l'hectare.

Objectif 8 : Poursuivre une stratégie foncière au service de la politique intercommunale de l'habitat

La politique foncière menée doit être cohérente et prospective afin d'éviter les projets d'opportunité. L'identification des gisements fonciers est en ce sens primordial.

Les outils de politique foncière offensive mis en œuvre dans le précédent PLH doivent être renforcés et mieux utilisés par les communes (prospection, acquisition, portage,...).

La maîtrise foncière permet d'avoir la main sur une partie de la production et dès lors d'agir sur le marché en évitant les évolutions brutales aux acteurs et aux ménages.

L'Établissement Public Foncier de Bretagne constitue un outil d'appui à la politique de Lorient Agglomération. Il peut être mobilisé, à travers le biais de la convention-cadre d'action foncière 2016-2020, exclusivement pour des projets de renouvellement urbain.

Lorient Agglomération peut également réaliser du portage foncier à la demande des communes et en complémentarité avec l'EPF.

La priorité va à la construction de logements et la constitution de réserves foncières dans les secteurs de renouvellement urbain, conformément à la nécessité de préserver les espaces agricoles et naturels. Il s'agira d'inscrire dans les PLU, entre autres, des orientations d'aménagement et de programmation (véritables projets urbains) et des secteurs réservés au logement.

Objectif 9 : Réorienter les dynamiques résidentielles vers les centralités

Le confortement de l'offre dans les centralités répond à des objectifs environnementaux (la limitation des déplacements, la facilitation des déplacements actifs, la moindre consommation d'espace), sociaux (la cohésion et la mixité sociales, la proximité intergénérationnelle) et économiques (vitalité commerciale, proximité clients-prestataires). Il s'agit ainsi d'une réponse durable au développement du territoire.

Le choix des centralités comme localisation privilégiée de la production de l'offre de logements permet d'y maintenir une dynamique d'activité (services, commerces, etc.) grâce à la proximité entre les résidents d'une part et emplois et activités commerciales d'autre part.

Les centralités disposent de ressources foncières parfois sous-exploitées et constituent un véritable gisement pour la production de logements. Entre les terrains nus, les terrains bâtis pouvant faire l'objet de divisions parcellaires et les bâtiments

inoccupés ou vétustes, le potentiel de réalisation de logements est important.

En augmentant la part de la production neuve localisée dans les centralités, en densification, en réhabilitation ou en renouvellement urbain, le PLH contribuera à maintenir l'attractivité du parc existant et à réduire la consommation d'espace.

Plusieurs politiques publiques favorisent les interventions sur le bâti existant : amélioration de l'aspect extérieur, réhabilitation, amélioration de la fonctionnalité et de l'accessibilité, amélioration de l'efficacité énergétique. Elles sont autant d'opportunités d'attirer une population supplémentaire dans les centralités et contribuer ainsi à leur dynamisation.

Objectif 10 : Promouvoir la performance énergétique des logements, leur intégration urbaine et leur qualité architecturale

Il s'agit de répondre aux défis énergétiques et environnementaux qui se posent aujourd'hui et à décliner concrètement sur notre territoire les objectifs nationaux, régionaux et intercommunaux visant à la transition énergétique (loi transition énergétique, pacte électrique breton, Agenda 21 et Plan climat territorial...).

La performance énergétique d'un logement est désormais prise en compte dans la valorisation du bien lors d'une transaction ou d'une mise en location. L'enjeu est aussi patrimonial puisqu'il s'agit de maintenir l'attractivité du parc existant.

Outre les aides à l'amélioration, il s'agira d'anticiper les futures normes énergétiques dans le neuf. Cela se traduira par exemple par l'acquisition d'une culture communautaire via la capitalisation d'expérimentations à mettre en œuvre sur le territoire. De plus, les PLU devront permettre et favoriser des formes d'habitat compatibles avec ces nouvelles normes.

Il s'agira aussi de mener une réflexion intercommunale qui tiendra compte de la qualité architecturale et de la qualité des constructions (isolants naturels, filière bois, gestion de l'eau), des préoccupations environnementales et

énergétiques, pour proposer un habitat adapté et de qualité. Un soutien aux opérations urbaines innovantes et de qualité pourrait être proposé.

Promouvoir l'innovation dans ce domaine participe à l'attractivité du territoire vis-à-vis de l'extérieur.

Une réflexion est à mener sur la mise en place d'une charte de la qualité environnementale et urbaine avec les promoteurs.

Objectif 11 : Veiller à l'équilibre économique des opérations de logements

Lorient Agglomération sera aux côtés des communes pour favoriser la sortie des opérations dans de bonnes conditions.

Il s'agit de faciliter l'atteinte des objectifs fixés par le PLH, via les prises en charge suivantes :

- surcharge foncière exceptionnelle pour la production d'opérations à coût abordable (locatif public et accession abordable) réalisées en renouvellement urbain, dans des dents creuses en centre-bourg, pour la rénovation de bâti existant.
- Frais liés à des études spécifiques (sondage, étude de sol, fouilles archéologiques, etc.).

Il est également nécessaire de développer le travail partenarial(communes/agglomération, promoteurs privés/bailleurs sociaux, promoteurs/collectivités) pour aboutir à un modèle local tenant compte des contraintes de chacun et aboutissant à des projets alliant qualité architecturale/urbaine et sortie d'opérations à des coûts réalistes et acceptables pour une production de logements abordables. Cela implique une réflexion collective dès l'amont du projet.

Objectif 12 : Accompagner les habitants dans leurs choix

Le parc existant joue un rôle majeur dans la réponse aux besoins en logements des ménages mais ses mutations actuelles nécessitent un accompagnement. Les ménages sous-estiment fréquemment les coûts de réhabilitation et d'usage et anticipent peu leur projet de travaux à venir. Une meilleure prise en compte de ces coûts est nécessaire au moment du choix du logement.

Il s'agira donc de renforcer la communication et l'accompagnement des ménages accédant à la propriété sur la notion de coût global et de coût d'usage.

A cela s'ajoutera un accompagnement plus spécifique des ménages souhaitant acquérir un logement en copropriété pour qu'ils intègrent dans leur budget les charges d'entretien et de rénovation et qu'ils aient connaissance du fonctionnement spécifique d'une copropriété.

A travers la mise en place du plan partenarial de gestion de la demande locative sociale et d'information des demandeurs, l'agglomération va jouer un rôle majeur dans l'accompagnement des ménages souhaitant accéder à un logement locatif social : lieu d'accueil des demandeurs, information précise sur le parc existant, sur les délais d'attente, sur les niveaux de loyer, sur les mécanismes d'attribution des logements sociaux...

Objectif 13 : Poursuivre un développement équilibré de l'offre locative sociale sur l'agglomération, en ajustant les règles aux réalités communales et opérationnelles

Lors des différentes rencontres qui se sont déroulées tout le long de l'élaboration du PLH, il est apparu que dans certaines communes la réalisation de 30% de la production neuve en logement locatifs sociaux n'était pas adaptée aux besoins recensés et aux réalités communales. L'agglomération se fixe un objectif de production

de 280/300 logements locatifs sociaux supplémentaires par an soit environ 26 % de la production neuve. Les bailleurs ont aussi été interrogés quant à leur capacité de production, les services sont dans l'attente de leur retour. Cet objectif permet de répondre à la demande identifiée, de viser un meilleur rééquilibrage de l'offre sur l'ensemble du territoire. Les logements locatifs sociaux représenteront, au terme du PLH, 20 % des résidences principales.

Les objectifs de logements sociaux seront répartis de la manière suivante :

- Au moins 20 % de la production neuve pour les trois communes du cœur de l'agglomération (Hennebont, Lanester, Lorient) dont les logements locatifs sociaux représentent déjà plus de 20% des résidences principales sur leur commune (maintien de l'offre). Pour rappel ces trois communes concentrent actuellement 75% de l'offre locative sociale.
- Entre 10% et 30% de la production neuve sur les autres communes en fonction de leur situation (proximité ou éloignement du cœur d'agglomération, desserte routière et en transports en commun, nombre de demandes de logements sociaux enregistrées, volontés communales de développer ce parc,...).

Certaines communes, pour atteindre les objectifs fixés dans le PLH pourront mobiliser les bailleurs du parc privé dans les centre-bourgs notamment par le biais du conventionnement sans travaux.

Ces objectifs de mixité sont à retranscrire dans les PLU en privilégiant les emplacements réservés, les servitudes de mixité et les orientations d'aménagement. Le programme d'action du PLH précisera les modalités de mixité dans la production : contractualisation des opérateurs, engagements, prise en compte à l'échelle de l'opération...

	%	Nombre de logements sociaux sur la durée du PLH	Soit/an
Classe 1			
Brandérion	20%	3	0,5
Calan	20%	12	2
Classe 2			
Bubry	10%	9	1,5
Inguiniel	10%	8	1,5
Lanvaudan	10%	5	1
Quistinic	10%	6	1
Classe 3			
Hennebont	20%	103	17
Lanester	20%	119	20
Lorient	20%	259	43
Classe 4			
Gestel	30%	11	2
Guidel	30%	270	45
Pont-Scorff	20%	48	8
Classe 5			
Larmor-plage	30%	90	15
Ploemeur	30%	162	27
Classe 6			
Gâvres	30%	9	1,5
Groix	15%	9	1,5
Port-Louis	30%	26	4
Classe 7			
Caudan	30%	98	16
Locmiquélic	30%	52	9
Quéven	30%	112	19
Riantec	30%	122	20
Classe 8			
Cléguer	20%	22	4
Inzinzac-Loch	20%	60	10
Languidic	20%	42	7
Plouay	25%	38	6
		1694	282

*Les évolutions législatives en cours
 pourront entraîner certaines modifications

Objectif 14 : Soutenir les projets d'habitat des quartiers prioritaires de la politique de la ville

Lorient Agglomération est compétente en matière de politique de la ville et accompagnera la poursuite de la mise en œuvre du contrat de ville sur les 6 quartiers prioritaires répartis sur les villes de :

- Hennebont : « Kennedy, Kergohic, Kerihouais »
- Lanester : « centre-ville-Kerfréhour »
- Lorient : « Kerguillette-Petit paradis », « Kervénanec-Nord », « Bois du Château », « Polygone-Frébault ».

Tout en s'inscrivant dans un projet urbain et social global, les enjeux principaux au titre de la politique de la ville en terme d'habitat portent, sur :

- La poursuite des actions favorisant la mixité urbaine, fonctionnelle, sociale et générationnelle en s'appuyant sur une réhabilitation du parc et/ou une diversification de l'offre de logements en termes de statuts d'occupation,
- L'accompagnement à la mobilité résidentielle des ménages,
- Le développement de l'attractivité résidentielle des logements et la qualité urbaine des quartiers d'habitat social.

Objectif 15 : Répondre aux besoins des publics vulnérables

Le PLH s'attache à répondre aux besoins en logement ou hébergement des personnes ou familles qui rencontrent des difficultés d'accès ou de maintien dans un logement ordinaire en raison de l'inadaptation de leurs ressources ou de leurs conditions d'existence.

Le PLH s'inscrit dans les principales actions mentionnées dans les autres plans et schémas s'appliquant sur le territoire (Plan Départemental d'Actions pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées, Schéma Départemental Gérontologique, Schéma Départemental d'Accueil des Gens Du Voyage, etc.). Cela concerne plusieurs types de populations dites « vulnérables » :

- les plus démunis cumulant les difficultés (financières voire de comportement),
- les jeunes (apprentis, stagiaires, en difficulté) ;
- les personnes âgées ;
- les personnes en situation de handicap ;
- les gens du voyage.

Cette thématique comprend aussi toutes les réflexions sur les mesures d'accompagnement nécessaires à mettre en place pour ces ménages. Développer du logement est indispensable mais l'accompagnement est une condition préalable à la bonne intégration de ces populations spécifiques.

Le PLH proposera des mesures particulières pour ces publics vulnérables (commission de coordination, accompagnement social de longue

durée...). Lorient Agglomération jouera, également, un rôle de relais pour faire remonter des situations non résolues (notamment concernant le nombre de places en structures de type EPHAD, pension de famille, CHRS...) auprès des institutions en charge plus spécifiquement de ces questions : Conseil Départemental, DDCS, Agence Régionale de Santé, etc.

Objectif 16 : Lutter contre le mal logement et la précarité énergétique

Le parc de logements de l'agglomération est considéré en « bon état », en particulier du fait de son âge (88.4 % des résidences principales ont été construites après 1946) et de la mise en œuvre réussie de dispositifs de réhabilitation du parc ancien (OPAH, PIG). Il n'en demeure pas moins que des situations de mal-logements peuvent subsister tels que de l'habitat indigne et insalubre (4.3 % des résidences principales privées sont « potentiellement indignes » selon les fichiers FILOCOM de l'Etat), des logements énergivores (6 logements sur 10 ont une étiquette DPE de classes E, F, G, H ou I) et de l'habitat précaire (caravanes, mobil home...).

Il s'agit donc de les repérer et d'engager les actions de réhabilitation adéquates couplant l'accompagnement technique, financier mais aussi social et de poursuivre voire amplifier la lutte contre l'habitat indigne en partenariat avec le pôle départemental.

ORIENTATION 3 : Renforcer la gouvernance pour mener solidairement la politique de l'habitat

Le PLH 2012-2017 avait fait de la gouvernance la condition de réalisation et de réussite majeure de la politique locale de l'habitat. Aujourd'hui avec un territoire élargi à 25 communes, cette gouvernance, élément essentiel de succès de la politique de l'habitat définie, est à renforcer c'est pourquoi elle devient une orientation forte à mettre en œuvre.

La loi du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Renouvelé (dite loi ALUR) a renforcé les intercommunalités dans leur rôle de chef de file de la politique du logement.

Une double exigence doit caractériser cette gouvernance : exigence de cohérence d'ensemble car Lorient Agglomération n'est pas la juxtaposition de 25 communes, elle constitue un territoire vécu par les habitants, un territoire de projet avec des acteurs dynamiques et engagés, mais aussi exigence de respect des spécificités communales et de la diversité des attentes.

Lorient Agglomération doit être attentive à cette double approche dans la mise en œuvre de la politique communautaire de l'habitat. Son rôle doit donc s'inscrire dans une logique partenariale d'assistance à l'ingénierie, de suivi des réalisations et de mise en cohérence des projets

Objectif 17 : Pérenniser le pilotage de la stratégie habitat de l'agglomération

Le scénario démographique retenu implique une politique volontariste de l'habitat. C'est pourquoi le PLH doit se doter d'un véritable pilotage de suivi approfondi de l'avancée du programme.

Pour garantir l'efficacité de ce pilotage et afin que le PLH soit bien le reflet d'un projet commun, la création d'instances de suivi apparaît indispensable :

- Maintenir le pilotage politique mis en place pour l'élaboration du PLH pendant toute la

durée de son application. Cette instance politique dédiée au suivi de la réalisation des objectifs du PLH aura, entre autres, pour fonction de dresser une évaluation annuelle des actions du PLH, d'observer l'adéquation entre les objectifs et les réalisations et de procéder aux ajustements nécessaires le cas échéant.

- Pérenniser les réunions thématiques de suivi : programmation de logements sociaux, suivi des réalisations et mises en cohérence des projets communaux de construction neuve, programmation PSLA, réunion PLU/PLH,...

- Faire vivre la Conférence intercommunale du logement (CIL) obligatoire depuis la loi « ALUR » : la CIL constitue l'instance de gouvernance locale pour définir l'attribution des logements sociaux. Elle doit notamment garantir le droit et l'équité dans l'accès au logement, éviter la spécialisation de certains quartiers et plus globalement définir une stratégie partagée d'équilibre territorial. Elle est coprésidée par Lorient Agglomération et l'Etat et comprend les maires, les bailleurs sociaux et tous les acteurs de l'habitat.

Cette gouvernance de projet active garantira une plus grande appropriation de la vision intercommunale du logement et une meilleure efficacité de l'action.

Objectif 18 : Animer et faire vivre le PLH avec les différents acteurs de l'habitat

Un travail partenarial est à mener tout au long du PLH afin d'intégrer l'ensemble des partenaires Habitat au suivi et à l'animation du PLH. Cet objectif peut se traduire par :

- la poursuite d'un partenariat avec les professionnels dans le but de favoriser les échanges, analyses et retours d'expériences.

- Des plans de communications renforcés pour que les actions menées soient appropriées et partagées par le plus grand nombre.
- La contractualisation par le biais de conventions d'objectifs entre Lorient Agglomération et certains acteurs locaux (avec les bailleurs sociaux notamment) concourant à favoriser un véritable partenariat opérationnel.

Objectif 19 : Poursuivre voire renforcer les actions de l'observatoire

Il s'agit de poursuivre les actions d'observation déjà engagées pour assurer un suivi régulier du PLH.

L'observatoire, qui accompagne obligatoirement un PLH, apporte aux élus et partenaires une connaissance fine et actualisée de l'évolution du territoire. Il permet par ailleurs de dresser une évaluation annuelle et triennale (bilan à mi-parcours auprès de l'Etat) du PLH afin de mesurer l'efficacité des actions entreprises et de permettre des ajustements éventuels.

Afin de mieux anticiper les besoins et guider l'action publique, cet observatoire va se renforcer avec une partie sur les copropriétés (action engagée depuis janvier 2016) et une autre sur les prix du foncier.

Par ailleurs, les nouvelles responsabilités qui incombent à Lorient Agglomération en matière de mixité sociale nécessitent qu'elle dispose de données actualisées pour éclairer et réajuster sa politique, comme par exemple l'observation de l'occupation du parc social, le repérage de la concentration des phénomènes de précarité, l'analyse des disparités territoriales...

Objectif 20 : Maintenir voire renforcer l'expertise et l'accompagnement de Lorient Agglomération auprès des communes

Il s'agit d'assister les communes pour inscrire la mise en œuvre des objectifs du PLH dans les PLU, de continuer à proposer des formations (à destination des élus et des techniciens) permettant

de faciliter la contribution de chaque commune à la réussite du PLH, d'accompagner les communes dans la réalisation de leurs projets de logements (assistance à ingénierie, financement d'études, aide au portage foncier, montage des projets, accompagnement des opérations « complexes » de par leur localisation ou leur environnement urbain...), dans des conditions qui seront détaillées dans le plan d'actions.

Objectif 21 : Renforcer le rôle de l'Espace Info Habitat

Il s'agira de conforter l'Espace Info Habitat, qui réunit en un même lieu différents acteurs susceptibles de renseigner les habitants sur leurs questions liées à l'habitat : service habitat et permis de construire de Lorient Agglomération, l'ADIL, ALOEN, le CAUE.

Trois éléments sont venus renforcer le rôle de l'EIH comme guichet unique du logement pour l'agglomération :

- Sa labellisation «plate-forme de rénovation de l'habitat » par la Région et l'ADEME, et plate-forme de rénovation énergétique au sens de la Loi Transition Énergétique, implique de le rendre plus lisible et plus identifiable par tous les habitants quels que soient leurs revenus.
- La nécessité de développer la vigilance auprès des copropriétés fragiles, conformément à l'un des axes prioritaires de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) dont l'agglomération est délégataire des aides à la Pierre.
- La responsabilité désormais confiée aux intercommunalités d'élaborer un plan partenarial de la gestion de la demande de logement social et d'information des demandeurs.

Envoyé en préfecture le 13/02/2017

Reçu en préfecture le 13/02/2017

Affiché le

ID : 056-200042174-20170207-DEL_201752-DE